

Son intérêt pour le discours à l'Aréopage de saint Paul et pour la figure de Justin de Naplouse lui permet aussi d'éviter l'écueil d'un antagonisme de principe entre christianisme et culture gréco-latine, comme on l'a cru trop longtemps. P.C.

LIMORE YAGIL

*Le sauvetage des juifs*

*Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Sarthe,*

*Mayenne et Loire-Inférieure, 1940-1944*

Geste éditions, La Crèche (79260), collection

histoire, 2<sup>e</sup> semestre 2014, 361 p., 25€

Le constat initial qui oriente les recherches de Limore Yagil est le fait que, de tous les pays occupés, c'est en France que les juifs ont été de loin le moins exterminés. Par là même, l'originalité de son travail tient à ce qu'elle cherche à cerner de la manière la plus précise possible par quelle population, dans quels contextes et pour quels motifs les juifs ont pu être ainsi sauvés en France en si grand nombre. Par ailleurs, en projetant son étude dans le grand Ouest catholique, elle se confronte à la vulgate prégnante de la culpabilité de l'Eglise et des catholiques. L'historienne israélienne passe en revue, dans les cinq départements objet de son étude, les diverses attitudes et comportements qui contribuèrent à empêcher arrestations et déportations. Elle évoque de nombreux cas de fonctionnaires refusant l'application des ordres, lorsqu'ils n'encouragent pas directement les actes de protection des juifs, les activités de particuliers hébergeant des familles ou des enfants, parfois orphelins ou rescapés de rafles. L'Indre-et-Loire est le seul département qui n'appartient pas complètement à la zone occupée : en fonction de leurs positions ou de leurs rôles, des personnes se livrent à des activités de passeurs, des réseaux de fuite ou d'hébergement. De véritables organisations

familiales se répartissent les enfants et leur donnent une couverture, les congrégations religieuses font de même, massivement. Les ressorts de ces prises de risques sont divers : sentiments anti-allemands ou anti-nazis, convictions chrétiennes, simple compassion.

Dans la France occupée, où l'aide aux juifs peut entraîner la mort, le silence est une armure : « On pouvait agir discrètement, et c'était même nettement plus recommandé, en période d'occupation. La désobéissance civile ne pouvait s'afficher sur les murs, mais devait rester discrète, pour mieux protéger les personnes impliquées dans ces activités d'une part, et les personnes cachées [...] d'autre part. » (p. 197) Le silence en ces temps sombres a été infiniment plus protecteur que coupable. Or on sait combien l'apparent silence de l'Eglise catholique a pu être présenté comme une preuve de son approbation. Ce n'est pas ce dont témoigne l'historienne. L'exemple de Mgr René Costes est emblématique. « A l'image de la période, l'évêque [d'Angers] adopta une attitude ambiguë. D'une part il parlait "d'Europe nouvelle" et de l'autre il couvrait diverses activités de la JOC, hostiles à l'égard du nazisme et des départs des jeunes en Allemagne dans le cadre du STO. L'absence de déclaration publique relative aux rafles des juifs de juillet et d'octobre 1942 est certainement troublante mais n'a rien d'exceptionnel par rapport à l'attitude de la majorité des évêques de France. Cependant, il ne faut pas croire que les prêtres et les sœurs de son diocèse sont restés inactifs face à la souffrance des juifs. La prudence et la réserve adoptées par Monseigneur Costes lui ont permis d'encourager les actes de sauvetage des juifs dans son diocèse, sans être soupçonné ni par les allemands ni par les autorités de Vichy. » (p. 165) Les

professionnels de la morale qui dénoncent ceux qui se taisaient dénoncent bien souvent, justement, ou plutôt injustement, par un amalgame infâme, ceux qui n'ont pas dénoncé. Lorsque des enfants inconnus arrivaient dans une école ou une institution catholique, ce sont des centaines de familles qui devaient ne pas poser de questions, ne pas suspecter, ne pas attirer l'attention.

Loin du manichéisme ambiant, Limore Yagil conclut, à l'opposé d'une autre légende, avant de refermer sa longue étude, que « tous ceux qui ont choisi le chemin de l'illégalité et de la résistance à l'occupant n'ont pas pour autant aidé les juifs. Rappelons-nous qu'aucune instruction n'a été donnée aux résistants en France pour faire libérer les juifs des camps d'internement, ou pour attaquer les trains qui les transportaient de Drancy vers l'Est. Tous ceux qui ont distribué *Témoignage Chrétien* par exemple n'ont pas toujours secouru des juifs. *A contrario*, on peut trouver des exemples de fonctionnaires fidèles à Pétain qui ont osé désobéir aux lois pour secourir des juifs » (p. 359). Il est courant de se moquer voire de fustiger le « renouveau moral » auquel appelait le régime de Vichy et son chef. Si Limore Yagil n'échappe pas complètement à cette attitude, elle ne constate pas moins que le malheur des Français de ce temps a amené beaucoup d'entre eux, en puisant dans une foi et/ou une tradition chrétienne retrouvées, à s'élever à un degré d'héroïsme suffisant pour risquer leur vie en entreprenant de sauver celle de juifs qui ne leur étaient rien. Le grand mérite de l'historienne est d'avoir entrepris une démarche positive qui désagrège littéralement les attendus de la condamnation collective de la France et des Français que leur premier édile, cinquante ans après la victoire de 1945, a prononcée et posée comme un joug infamant à un peuple

entier. En mettant à jour une immense variété de réactions et de comportements liés à des cultures locales, des circonstances, des opportunités, et qui ont concouru à préserver largement une population persécutée, elle ébranle les fondements de la thèse vengeresse et aveugle d'une responsabilité collective irrécusable. Et elle restitue également d'une part à l'humain ce qui fonde sa dignité, la liberté, qui est rarement l'apanage des peuples, mais toujours celui des individus, d'autre part les mérites de ces innombrables oubliés qui, eux-mêmes souvent dans la difficulté, contribuèrent, de là où ils vivaient, à sauver des vies et en payèrent les coûts, parfois de leurs propres vies.

J-G.B

ÉRIC WERNER

### *Le temps d'Antigone*

Xenia, coll. Franchises, Vevey, 2015, 154 p.,  
17 €

Loin de proposer une nouvelle invocation de la figure d'Antigone pour la transposer à la hâte à des situations contemporaines de « dissidence », Eric Werner se livre dans ce petit mais dense ouvrage à une relecture précise du texte de Sophocle, pour mieux en montrer le caractère intemporel, et aussi en séparer les interprétations erronées. L'approche qu'il choisit est celle du rapport d'Antigone à la démesure et à la guerre : ce qu'Antigone reproche à Créon, c'est de n'avoir pas su mettre un terme à la guerre, manifestant ainsi son refus de respecter des limites autres que celles qu'il avait établi lui-même. La question posée par Antigone est donc celle des limites de l'agir politique, ou plutôt du caractère autonome ou hétéronome de ces limites. Le tort de Créon, souligne E. Werner, c'est d'avoir cru qu'il s'autosuffisait, ou qu'il avait la sagesse infuse. On se trompe cependant souvent,